

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Jean-Yves Frouin : Inaptitude et perte d'emploi.

Manuela Grévy : Réflexions autour de la sanction des droits fondamentaux en droit du travail.

Franck Héas : Le caractère impératif des garanties protectrices reconnues au représentant du personnel.

JURISPRUDENCE

voir notamment

Suspension par le juge des référés d'un transfert d'activités en raison du défaut de consultation du CHSCT.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2005 - Note Maurice Cohen (p. 130).

L'inscription unilatérale à l'ordre du jour du comité d'entreprise d'une restructuration violant un accord collectif constitue un trouble manifestement illicite.

Tribunal de grande instance de Lyon (référé) 30 novembre 2005 - Note Paul Darves-Bornoz (p. 132).

Le recours à des techniques commercialistes afin de dissimuler une relation de travail salarié : méthodes et pouvoirs du juge en matière de qualification.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 octobre 2005 ; 23 novembre 2005 - Note Arnaud de Senga (p. 137)

L'application immédiate de la nouvelle définition légale du travail de nuit ouvre droit au bénéfice des avantages conventionnels.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 septembre 2005 - Note Anne Braun (p. 143).

L'appréciation de l'état de santé du salarié lors de l'embauche relève exclusivement de la médecine du travail, l'employeur ne pouvant invoquer un dol afin d'échapper à la nullité de la rupture ultérieurement prononcée.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2005 - Note Rachel Gourdol (p. 149).

Le caractère obligatoire de l'adhésion à un régime de prévoyance instauré par voie unilatérale n'est pas remis en cause par le défaut de fourniture de l'information légalement prévue.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 octobre 2005 - Note Yves Saint-Jours (p. 151).

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Procédure prud'homale : décisions sélectionnées et commentées par **Daniel Boulmier**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture)



REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

263, RUE DE PARIS, 93516 MONTREUIL CEDEX - www.cgt.fr

Doctrine :

Inaptitude et perte d'emploi, par **Jean-Yves Frouin**, Conseiller à la Cour d'appel de Poitiers, Professeur associé à l'Université de Tours 105

Réflexions autour de la sanction des droits fondamentaux en droit du travail, par **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Institut des Sciences sociales du travail de Sceaux - Université Paris I 114

Le caractère impératif des garanties protectrices reconnues au représentant du personnel, par **Franck Héas**, Maître de conférences à l'Université de Bretagne-sud 123

Annexe : PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement pour motif économique – Obligation de reclassement – Portée du contrôle de l'Administration – Accord du salarié à la rupture – Élément suffisant (non). **CONSEIL D'ÉTAT (8^e et 3^e sous-sections réunies) 13 avril 2005** 128

Jurisprudence :

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Réparation – Faute inexcusable de l'employeur – Accident mortel – Majoration de la rente due aux ayants droit – Point de départ du versement au jour de l'accident. **COUR DE CASSATION (2^e Ch. Civ.) 18 janvier 2005** 129

ASSURANCES SOCIALES – Accident de la circulation – Recours de la victime contre le tiers responsable – Imputation sur l'indemnité due par l'auteur de l'accident des prestations réparatrices déjà versées par des tiers subrogés dans les droits de la victime – Allocation de chômage ne présentant pas ce caractère. **COUR DE CASSATION (2^e Ch. Civ.) 7 avril 2005** 129

CHSCT – Projet important de transfert d'activité – Défaut de consultation du CHSCT – Suspension de la mise en œuvre par le juge des référés. **COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 juillet 2005** 130

Note Maurice Cohen 131

COMITÉ D'ENTREPRISE – Ordre du jour – Fixation – Projet d'externalisation inscrit unilatéralement par le Président – Restructuration contraire aux accords collectifs en vigueur – Trouble manifestement illicite – Convocation privée d'effet. **TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LYON (Référé) 30 novembre 2005** 132

Note Paul Darves-Bornoz 133

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Bureau de conciliation – Ordonnance – Ordre de communication des pièces adapté à la charge de la preuve. **CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE GRASSE (Conciliation - Départage) 10 juin 2005** 135

CONTRAT DE TRAVAIL – Dommages causés par le salarié à un tiers dans l'exercice de sa mission – Acte commis non dans l'exécution de ses obligations contractuelles mais à l'occasion de celles-ci – Responsabilité de l'employeur commettant – Caractère non subsidiaire de cette responsabilité – Victime pouvant la rechercher même si elle a obtenu une condamnation pénale du salarié. **COUR DE CASSATION (2^e Ch. Civ.) 16 juin 2005** 135

Note Francis Saramito 137

CONTRAT DE TRAVAIL – Qualification (deux espèces) – Transport routier - Société en participation – Défaut d'affectio societatis (première espèce) – Hôtellerie – Contrat de gérance-mandat d'un fonds de commerce confié à une SARL – Recherche nécessaire de l'existence d'un pouvoir de contrôle et de sanction caractérisant un lien de subordination (deuxième espèce). **Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 octobre 2005** 137

Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 novembre 2005 138

Note Arnaud de Senga 139

CONTRAT DE TRAVAIL – Salarié licencié par une organisation internationale – Immunité de juridiction – Limites – Absence de possibilité de recours faute de tribunal susceptible de l'accueillir – Dénier de justice – Compétence de la juridiction française en cas de rattachement avec la France – En l'espèce, nationalité française du salarié. **COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 janvier 2005** 141

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Dénonciation – Caractère partiel des engagements dénoncés – Défaut de projet de substitution – Violation des dispositions conventionnelles – Irrégularité de la dénonciation – Inopposabilité aux salariés. **COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 octobre 2005** 142

Note Arnaud de Senga 143

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Travail de nuit – Définition – Application immédiate de la loi – Bénéfice des compensations conventionnelles (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 septembre 2005	143
Note Anne Braun , Conseillère confédérale, doctorante à l'IETL	144
GRÈVE – Définition – Grève appelée pour les "postes d'heures supplémentaires" afin d'obtenir que ces heures soient effectuées dans le cadre du volontariat et pour en exiger le paiement dans le mois qui suit, avec toutes les majorations dues, n'est pas assimilée à une grève "d'autosatisfaction".	
COUR D'APPEL DE LYON (Ch. Soc.) 17 août 2005	146
Note Pascal Moussy	146
GRÈVE – Licenciement pour abandon de poste – Contestation de la rupture – Nullité – Réintégration.	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE BOURGES (Référé) 3 décembre 2004	147
MALADIE – 1° Embauche – Recrutement préalable à la visite médicale du travail – Découverte ultérieure d'une inaptitude – Dol du salarié (non) – 2° Licenciement pour motif personnel – Nullité – Indemnisation.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 21 septembre 2005	149
Note Rachel Gourdol	149
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE – Régime de prévoyance – Application de la loi Evin – Régime imposé par décision unilatérale – Salarié engagé postérieurement – Défaut d'information délivrée par l'employeur – Effet – Refus d'adhésion ou radiation (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 octobre 2005	151
Note Yves Saint-Jours , Professeur émérite de l'Université de Perpignan	151
STATUTS PARTICULIERS – Travail à domicile – Qualification – Conditions – Travailleur prétendument indépendant – Indemnisation.	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE GRENOBLE (Sect. Ind.) 8 juillet 2005	152
Note Gilbert Jacquemet , Secteur Droits et Libertés, Union départementale CGT de l'Isère	154

suite page suivante →

à découper et à insérer au début de la Table annuelle parue dans le n° 691

ERRATUM

A la suite d'une malencontreuse manipulation, les tables annuelles des matières publiées dans notre numéro précédent comportaient un certain nombre d'erreurs. Afin d'y remédier, nous vous proposons les rectifications ci-dessous. En outre, les tables alphabétiques disponibles librement sur le site Internet (www.cgt.fr, dans les pages "Publications juridiques" de la rubrique "Kiosque") vont de 1997 à 2005 inclus.

Nous présentons toutes nos excuses à nos lecteurs pour ces désagréments.

page XIV : "Droit administratif du travail" :

Protection des représentants du personnel – Référé administratif – Mise en œuvre des dispositions de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative – Refus d'autorisation du licenciement d'un délégué du personnel accusé de harcèlement moral non constitutif d'une atteinte manifestement illégale à une liberté fondamentale.

- *Conseil d'État (8e ss-sect.) 4 octobre 2004* **35**
- *Note Pascal Moussy*

Accidents du travail – Fonctionnaires – Agent public en mission – Accident au cours de la mission devant être considéré comme un accident de service, même s'il survient à l'occasion d'un acte de la vie courante.

- *Conseil d'État 3 décembre 2004* **269**

Contrats aidés – Contrats emploi-solidarité et emploi-consolidé (deux espèces) – Cas de recours – Emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise – Licéité (oui) (première espèce) – Association mettant à disposition d'une entreprise publique des salariés – Salariés exécutant leur prestation dans le cadre défini par l'établissement public – Caractérisation de l'état de subordination – Qualité d'employeur (deuxième espèce).

- *Première espèce : Conseil d'Etat (7e et 2e ssr) 18 mars 2005*
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2003*
- *Note Arnaud de Senga*

page XXVII : "Travail illégal" (reprendre le texte figurant improprement sous le titre "Travailleurs handicapés")

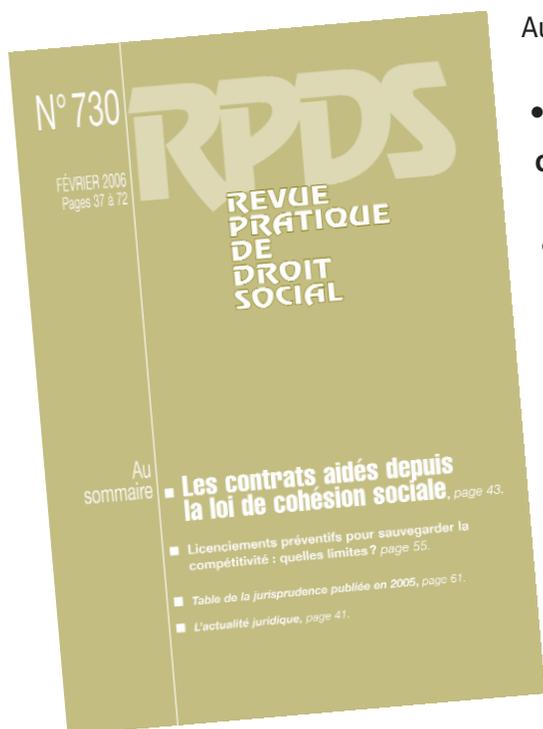
STATUTS PARTICULIERS – Travail maritime – Officier contraint d'exécuter des travaux ne correspondant pas à sa qualification – Volonté d'humiliation – Eviction du navire – Rupture illicite du contrat. COUR D'APPEL DE ROUEN (Ch. réunies) 13 septembre 2005	155
Note Alain Durand , responsable maritime de l'Union locale CGT de Saint-Malo	156

TRANSFERT D'ENTREPRISE – Contrat de location-gérance – Activité transférée à un nouveau locataire – Licenciement de salarié – Reprise immédiate du fonds par le bailleur – Collusion entre les entreprises – Licenciement privé d'effet – Indemnisation. COUR D'APPEL DE BORDEAUX (Ch. Soc. sect. C) 9 août 2005	157
Note Daniel Joseph	159

Chroniques jurisprudentielles :

PROCÉDURE PRUD'HOMALE : Décisions sélectionnées et commentées par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2 – CERIT-CRDP, EA 138	
CONTRARIÉTÉ DE DÉCISIONS – Doctrine de la Cour de cassation – Annulation de la décision contraire. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.), 13 septembre 2005	160
ASTREINTE – Obligation de faire – Liquidation de l'astreinte – Charge de la preuve au débiteur. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.), 14 décembre 2005	161
MOYEN RELEVÉ D'OFFICE – Moyen nécessairement dans le débat – Principe du contradictoire – Invitation des parties à s'expliquer. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.), 11 mai 2005	163
APPEL PRINCIPAL – Appel principal limité – Appel incident en réponse – Extension de l'appel principal. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.), 5 juillet 2005	164

RPDS 730 - Février 2006



Au sommaire :

- **Les contrats aidés depuis la loi de cohésion sociale**
- **Licenciements préventifs pour sauvegarder la compétitivité : quelles limites ? (à propos de deux arrêts de la chambre sociale de la Cour de cassation du 11 janvier 2006)**
- **L'actualité juridique (sommaires de jurisprudence et de législation)**

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, ce numéro peut être commandé à : **NSA La Vie Ouvrière, BP n° 27, 75560 Paris cedex 12.**
 Prix du numéro : **6 € (+ forfait de 3 € par envoi).** Abonnement : **63 € par an** (tarif syndical : 60 €)
 Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet : **www.librairie-nvo.com**